

A l'occasion du comité technique ministériel, la FSU a choisi de s'adresser aux nouvelles et nouveaux ministres et secrétaires d'Etat de notre pôle ministériel par l'entremise de son secrétaire général :

Nous ne reviendrons pas sur l'exécrable bilan de la précédente mandature exprimé au dernier CTM. Le risque, c'est la continuité des politiques menées depuis cinq ans et plus.

Depuis peu, notre pôle ministériel a retrouvé un ensemble de ministres et secrétaires d'Etat couvrant les principaux champs : écologie, transport, logement, énergie, cohésion des territoires, mer sous la houlette de la Première ministre en charge de la planification écologique. Cette organisation gouvernementale est un affichage très politique, voire politicien, mais elle interroge vraiment sur son caractère opérationnel.

Le GIEC nous dit qu'il nous reste trois ans pour agir ! Et en ces périodes caniculaires en France, mais aussi partout dans le monde, la perception de l'urgence climatique devient suffisamment réelle pour évacuer tout déni.

Quelle priorité face à l'urgence quand nos ministères s'effondrent dans l'importance protocolaire ? Quand le ministère de la mer se voit rétrograder en secrétariat d'Etat ?

Quel impact du secrétariat général à la planification écologique placé auprès de la Première ministre sur l'organisation et les services de notre pôle ministériel ?

Quelle ambition pour les politiques portées par le pôle ministériel ?

A la FSU, nous pensons que les solutions de sobriété sont de première urgence, que les transports doivent évoluer en ce sens parce que nous vivons dans un monde fini aux ressources limitées ; toutes les ressources ! Mais n'est-ce pas là ce qui guide l'intervention de nos services et établissements publics ? **Nous ne croyons pas à la fuite en avant technologique sans remise en cause du modèle social et sociétal mise en avant par la Première ministre dans son discours de politique générale ; Nous ne gagnerons pas la bataille du climat par le seul recours à l'innovation et aux inventions d'avenir.** Oui, il faut de la radicalité face à l'urgence, une radicalité synonyme de rupture avec la timidité des politiques menées jusqu'alors !

C'EST "PAR L'INNOVATION ET DES INVENTIONS D'AVENIR" QUE LE GOUVERNEMENT COMPTE "GAGNER LA BATAILLE DU CLIMAT"



Quelle ambition pour les services et établissements publics du pôle ministériel et leurs agent.es ?

Que pèseront nos ministres lorsqu'il faudra monter au charbon en interministériel, pour défendre nos missions ? Retrouver nos moyens ? Arbitrer en faveur d'une juste reconnaissance (statutaire, catégorielle, indemnitaire ...) des agent.es dévoué.es aux services publics de ces ministères ?

Contrairement à ce qui a été dit et fait pendant 5 ans, **nous ne croyons pas à une politique ambitieuse et radicale pour l'environnement et le climat sans un service public fort pour la définir, l'impulser et la mettre en œuvre.**

En termes de moyens, notre pôle ministériel a subi tous les outrages depuis 15 ans ! L'intensité des cures d'amaigrissement l'a rendu anémique, sans la vitalité pourtant indispensable face aux enjeux ! La volonté de l'alléger encore a conduit à le décharner avec la revue des missions. Mesdames et messieurs les ministres, continuerez-vous à le désosser ?

Et les personnels dans cette longue période ont tout juste été considérés comme des pions sans âme, sans sentiments !

En ces périodes de crises, de guerre, génératrices d'inflation directement ou indirectement par quelques profiteurs de guerre, quid des rémunérations ?

Les 3,5 % annoncés ? Le niveau du mépris pour les agent.es public.ques ! Les mesures catégorielles 2022 ? Vous faites le choix de prioriser le CIA. Mais **pour la FSU, les rémunérations, c'est comme les transports : la radicalité passe par moins d'individuel et plus de collectif !**

Lire la [déclaration complète](#)

Le même jour, vendredi 8 juillet après-midi, le nouveau ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires écrivait aux personnels. TOUS ? NON, les personnels des établissements publics étaient une fois de plus exclus de la communication ministérielle ...

Et que dit-Christophe BECHU, en substance ? (voir son message)

1. Il nous ressort l'écologie de solutions, d'innovation et de confiance ...
2. Il loue le travail des collectivités locales et territoriales.

Rien ou si peu pour valoriser les services et établissements publics du ministère, nos missions de service public et votre travail en tant qu'agent.es des services publics de l'environnement au sens large de notre pôle ministériel !

Le matin même, la FSU dénonçait une fois de plus la poursuite du démantèlement des missions portées par l'Etat avec l'examen du point relatif au transfert aux régions des missions de gestion des fonds FEADER et de gestion des sites Natura 2000 exclusivement terrestres et les conséquences sur les missions et pour les agent.es !

Monsieur le ministre, la braderie continue !

Ecologie : grande cause nationale renvoyée à une somme de solutions locales ? Est-ce cela votre projet ? Ou bien est-ce déjà l'aveu de votre impuissance à défendre les moyens de votre ministère pour construire, impulser auprès des collectivités et le cas échéant mettre en œuvre une véritable politique ?

A croire que vous êtes le ministre des territoires (et des collectivités) avant d'être celui de la transition écologique !

En les opposant, vous vous trompez !

La FSU demande à être reçue sans délai pour demander des explications au ministre !



Sne-FSU / SNUitam-FSU

104 rue Romain Rolland 93260 LES LILAS
Permanence : 01 40 81 22 28/01 40 81 22 37

